



Titulaires, non titulaires, retraités
le 23 Novembre la lutte continue !
8 h 30 :
Rassemblement Porte de Versailles
au congrès des Maires de France
12 h 00 : Manifestation
de l'opéra à la bourse des valeurs.

A l'appel de la CFDT/CGT/FSU/SOLIDAIRES et UNSA, un préavis de grève de 24 heures est déposé pour couvrir toutes actions.

Face au mépris du pouvoir politique qui continue d'ignorer que la France entière est descendue massivement dans la rue depuis le 24 juin sans discontinuer jusqu'à aujourd'hui pour revendiquer le droit à la retraite à 60 ans à taux plein et pour tous, la C.G.T. Ville de Paris appelle les agents de la Ville et du Département à réitérer notre action et faire entendre notre voix pour que le Président de la République et son ancien-nouveau gouvernement retire enfin son projet.

OUI à la retraite à 60 ANS à TAUX PLEIN
NON A LA REFORME DES RETRAITES DU
GOVERNEMENT IMPOSEE A LA HUSSARDE.

La lutte des personnels du Nettoyement a permis d'obtenir des avancées importantes pour tous les personnels concernés.
Une nouvelle fois, démonstration est faite que seule la lutte paie !

Moins 16 %

D'après les prévisions d'inflation, ce sera, depuis 2000, la perte de pouvoir d'achat du point d'indice en 2013, si le gouvernement maintient le gel du point.

Moins 480 €
en catégorie C
Moins 600 €
en catégorie B
Moins 840 €
en catégorie A
Ce sera le montant moyen de la ponction opérée sur 10 ans sur nos fiches de paye du fait de l'augmentation du taux de la cotisation retraite dans la Fonction Publique

22,6 milliards €

C'est le coût de la réforme des retraites pour les salariés.

La CGT revendique :

- ✂ Pour tous, privé et public, le droit à la retraite à 60 ans, avec une pension à 75 % du salaire pour une carrière complète, avec une meilleure prise en compte de la pénibilité et aucune pension inférieure à 1 600 €
- ✂ Un financement mettant fortement à contribution les profits des entreprises et les hauts revenus.
- ✂ Des augmentations salariales assises sur la valeur du point d'indice, permettant notamment le rattrapage des pertes subies depuis des années.
- ✂ Un plan de titularisation et une limitation stricte du recours au non titulariat.
- ✂ L'arrêt de la casse méthodique de la Fonction publique et de la démocratie locale, et la mise en œuvre des moyens financiers permettant de répondre aux besoins de la population sur l'ensemble du territoire. Cela implique entre autres l'arrêt de toute politique de gel et de réduction du financement des missions et des emplois.

4,4 milliards d'€

C'est le montant de la participation symbolique demandée par le gouvernement aux entreprises et hauts revenus pour les retraites.

20 milliards

C'est ce que rapporterait, en euros, la mise à contribution des revenus financiers des entreprises, s'ils étaient soumis à la cotisation retraite patronale. C'est aussi, en dollars, le montant estimé de la fortune personnelle de Liliane Bettencourt !

10 milliards d'€

C'est selon la Cour des Comptes ce que peut rapporter pour les retraites la mise à contribution des revenus non soumis à cotisation (intéressement, stock-options, participation,...).

Face à un pouvoir qui méprise la volonté des salarié(e)s et plus largement la population, nous devons poursuivre la construction du rapport de force.

BULLETTIN D'ADHÉSION,

NOM _____ PRÉNOM _____

Service _____ Grade _____

Adresse domicile _____

Tel : _____

À remettre à un(e) délégué(e) de votre connaissance ou à envoyer au syndicat

Union Syndicale CGT Services Publics Parisiens

Bourse du Travail -3, rue du Château d'Eau -- 75010 PARIS

Tél. 01 44 52 77 05 Fax. 01 44 52 77 29

Paris, le 17 Novembre 2010